

BRÈVES ÉCONOMIQUES

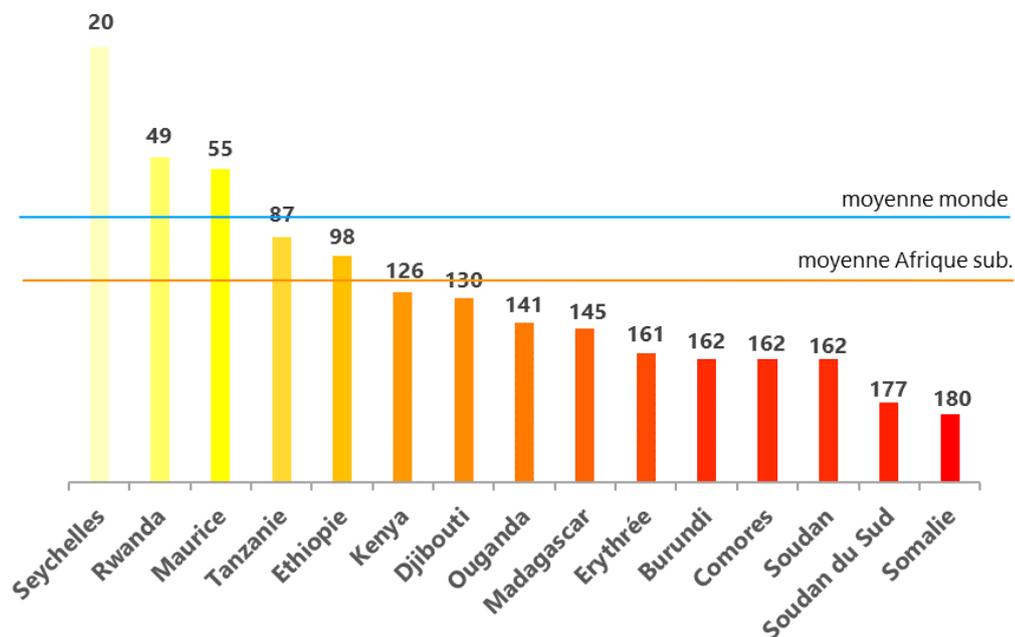
Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 05 février 2024

Régional

L'indice de perception de la corruption (IPC) 2023

L'indice de perception de la corruption (IPC) classe 180 pays et territoires du monde en fonction de leur niveau perçu de corruption du secteur public, sur une échelle de 0 (très corrompu) à 100 (peu corrompu). L'IPC de 2023 publié par *Transparency International* montre que la plupart des pays africains ont maintenu de mauvaises performances. En AEOI, le score des Seychelles s'est considérablement amélioré, passant d'un rang de 51/176 pays en 2012 à 20/180 pays en 2023, avec le meilleur score de la région subsaharienne. Les pays en conflit ou dont les institutions démocratiques sont restreintes figurent parmi les derniers du classement mondial, comme le Soudan du Sud et la Somalie (dernier). Le Kenya a obtenu un score de 31 sur 100, en baisse par rapport à 2022 (32), et se classe 126^{ème}. Le Rwanda arrive en tête de la région d'Afrique de l'Est avec 53 points (49^{ème}) contre 51 points en 2022 (54^{ème}), la Tanzanie obtient 40 points (87^{ème}) contre 38 (94^{ème}), l'Ouganda maintient un score de 26 (141^{ème}), et le Burundi obtient 20 points (162^{ème}) contre 17 points (171^{ème}) en 2022.



Burundi

Lancement d'un nouveau marché des capitaux au Burundi

Le gouverneur de la Banque de la République du Burundi (BRB), M. Edouard Bigendako, a officiellement lancé un nouveau marché des capitaux appelé "Bourse du Burundi", qui a été initié par la Banque centrale et d'autres actionnaires. Le nouveau marché a été créé en vue d'établir un marché des titres pour favoriser le financement, l'investissement et le placement des titres financiers et contribuer au développement économique du Burundi. La promulgation des lois régissant le marché des capitaux et l'Autorité de régulation du marché des capitaux au Burundi a permis la mise en place et l'opérationnalisation d'institutions telles que la Bourse du Burundi, qui gèrera le marché boursier.

Comores

Présentation du dispositif de transfert d'argent vers les Comores

La Banque centrale des Comores (BCC) a présenté un dispositif de transfert d'argent par virement, du titulaire d'un compte bancaire en France vers son compte bancaire aux Comores ou celui de l'un de ses proches. Selon la BCC, ce transfert est gratuit. Ce dispositif a été présenté lors du Forum de sensibilisation sur l'inclusion financière qui s'est déroulé à Marseille le 12 novembre et à La Courneuve (Ile-de-France) le 15 novembre 2023. Ce forum visait à sensibiliser la diaspora comorienne sur les possibilités d'ouvrir un compte bancaire aux Comores, ainsi qu'à l'inciter à effectuer les transferts d'argent via le secteur bancaire.

Erythrée

Des opportunités d'investissements présentées lors du sommet italo-africain

Le président érythréen Isaias Afewerki a rencontré la Première ministre italienne Giorgia Meloni lors du sommet italo-africain qui a eu lieu le 29 janvier à Rome. Le président a présenté les différentes opportunités d'investissements en Erythrée notamment les routes, les chemins de fer, les ports, les câbles de transport, l'agriculture, l'innovation, les ressources halieutiques et l'énergie, l'ensemble de ces infrastructures construites lors de la colonisation italienne ayant subi des destructions pendant la colonisation britannique et la guerre d'indépendance. La Première ministre a spécifiquement chargé son conseiller principal du suivi de l'ensemble de ces opportunités d'investissements, des réunions avec les ministres et les entreprises concernés ayant été planifiées. Le ministre italien de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts a d'autre part exprimé sa volonté de vouloir visiter l'Erythrée afin d'avoir une vision plus précise des possibilités de coopération. Ces discussions représentent une position d'ouverture bienvenue, dans un pays historiquement fermé et au climat des affaires peu propice à l'investissement étranger.

Ethiopie

Point d'étape à mi-chemin de l'année fiscale 2023/2024 présenté par Abiy Ahmed au Parlement

Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a défendu sa politique économique devant le Parlement à l'occasion d'une session parlementaire qui s'est tenue le 7 février 2024. Il fait état, à mi-chemin de l'année fiscale 2023/2024, de perspectives macroéconomiques plus optimistes caractérisées par une inflation en baisse (28 % pour l'année en cours après avoir atteint 33,9 % en 2022), une croissance économique toujours forte (7,9 % pour FY23/24, estimation supérieure à celle du FMI), et une hausse de 17 % des recettes fiscales collectées (265 Mds ETB soit 4,6 Mds USD au premier semestre FY23/24). Son « principal succès » étant la meilleure maîtrise de la dette publique, et notamment la dette extérieure passée de 32 % du PIB en 2018 à 17 % cette année. L'objectif de ramener la dette extérieure à moins de 10 % a été annoncé, son atteinte pourrait être facilitée par une restructuration de la dette dans le cadre du *Common Framework*, qui reste conditionnée à la conclusion du programme FMI. Les mesures de lutte contre l'inflation introduites en août dernier (restriction de l'accès au crédit ; assouplissement des restrictions sur l'accès aux devises pour les exportateurs) sont toutefois présentées comme insuffisantes, le gouvernement mise sur l'augmentation de la production locale pour réduire l'inflation alimentaire importée.

Un plan d'action pour adapter la production locale de café aux nouvelles réglementations européennes

L'Autorité éthiopienne du café et du thé (ECTA) a élaboré, en collaboration avec les ministères des Finances et de l'Agriculture, un plan d'action sur 3 ans pour adapter la production locale de café à l'entrée en vigueur de la régulation de l'UE, visant à interdire l'accès au marché européen des produits issus de la déforestation (EUDR) à partir de décembre 2024. Le plan d'action prévoit notamment : i) la création d'un comité de pilotage national composé de l'ensemble des acteurs du secteur ; ii) l'achat de matériels destinés à la prise d'images géo-satellites ; et iii) la formation des agriculteurs et exportateurs. La fourniture d'images géo-satellites des 5,2 millions de parcelles, depuis 2020 et dans les délais requis par l'UE est rendue d'autant plus difficile, que la culture du café se fait principalement dans les forêts. La Commission de l'UE estime que les coûts de mise en conformité à l'EUDR pourraient représenter entre 170 MUSD et 2,5 Mds USD par an pour les exportateurs. Ce plan d'action constitue une première réaction, tardive, des autorités éthiopiennes à cette nouvelle régulation européenne, qui, en l'absence de mesures d'anticipation suffisantes, pourrait mettre à mal les exportations éthiopiennes de café, qui représentent 34,9 % des exportations totales du pays. Près de 30 % est exporté vers l'UE, en premier lieu l'Allemagne.

L'annonce d'un plan de recensement nécessaire mais coûteux pour l'Ethiopie

Le ministère du Plan et du Développement et l'*Ethiopian Statistics Service* ont annoncé la mise en œuvre d'une série de recensements et d'enquêtes nationales d'ici à 2026. Ces différentes enquêtes devraient couvrir cinq secteurs : recensement de la population et de l'habitat, la santé, le commerce, et l'agriculture. Si trois sont prévues pour l'année 2024, le recensement de population et de l'habitat ne sera réalisé qu'au cours de l'année fiscale 25/26, et si les conditions politiques et sociales le permettent a précisé le gouvernement. Le coût de ce plan est estimé à 35 Mds ETB (soit 622 MUSD) qui serait financé à 50 % par le gouvernement, 40 % par

les bailleurs et 10 % par des « sources financières innovantes » à déterminer. Bien que la Constitution éthiopienne dispose qu'un recensement de la population et de l'habitat doit être conduit tous les 10 ans, le dernier date de 2007.

Kenya

La CBK augmente une nouvelle fois son taux directeur

La Banque centrale du Kenya (CBK) a augmenté son taux de base de 50 points de base, passant de 12,77 % en janvier à 13,06 % en février, soit le taux le plus élevé depuis octobre 2012. Cette décision intervient dans un contexte où la CBK tente de stabiliser le taux de change mais aussi alors que les taux d'inflation augmentent à nouveau légèrement de 6,6 % en décembre à 6,9 % en janvier 2024, se rapprochant de la limite supérieure de la fourchette à moyen terme préférée de la banque centrale, qui se situe entre 2,5 % et 7,5 %. L'inflation des produits alimentaires a augmenté à 7,9 % en janvier 2024 contre 7,7 % en décembre 2023, tandis que l'inflation des carburants a augmenté à 14,3 % en janvier 2024 contre 13,7 % en décembre 2023. Si cette décision doit permettre de contenir l'inflation et de répondre aux pressions résiduelles sur le taux de change, cela se traduit également par des prêts chers pour les emprunteurs.

Le Kenya et la Pologne signent un protocole d'accord pour renforcer le commerce et la coopération agricole

A l'occasion d'une visite officielle le 5 février, le Président polonais Andrzej Duda, a signé avec le président kenyan William Ruto un protocole d'accord pour promouvoir la coopération dans les domaines du commerce, de l'agriculture et de l'économie verte. Les deux dirigeants se sont mis d'accord pour faire progresser le multilatéralisme, un partenariat économique équitable, l'harmonisation fiscale et la lutte mondiale contre le changement climatique. Les deux chefs d'État ont notamment convenu d'intensifier la collaboration dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire afin de combler l'écart de la demande de blé et de produits céréaliers au Kenya. En outre, le président Ruto a proposé les ports de Mombasa et de Lamu comme plateformes logistiques possibles pour l'exportation de produits polonais, notamment de céréales, vers la région et au-delà.

La SGR du Kenya ajoute 50 nouveaux wagons

Le Kenya a reçu 50 nouveaux wagons pour le *Standard Gauge Railway* (SGR) et attend une 2^{ème} expédition de 250 wagons en provenance de Chine plus tard en février. 20 des wagons attendus seront équipés de prises électriques pour permettre le déplacement de conteneurs réfrigérés, dont 6 pourront accueillir des personnes handicapées. C'est la première fois que de nouveaux wagons sont ajoutés depuis le lancement de SGR en mai 2017. Des revenus significatifs continuent d'être enregistrés par le SGR dans laquelle le fret a augmenté de 7 % passant de 6 090 000 tonnes en 2022 à 6 533 028 tonnes en 2023, tandis que le nombre de passagers a augmenté de 12 %, passant de 2 392 000 en 2022 à 2 727 727 en 2023. Pourtant, le remboursement de la dette de la SGR continue de peser sur les finances publiques et les réserves devises étrangères du Kenya, les paiements de janvier à l'*Exim Bank* chinoise s'appréciant de KES 14 billion (87.5 MUSD) en raison d'un shilling plus faible.

La demande d'électricité au Kenya pourrait dépasser la production d'ici 2027

La demande d'électricité au Kenya pourrait dépasser la capacité de production d'ici 2027, à moins que la production n'augmente pour compenser la demande et éviter les pénuries d'électricité entraînant des délestages et des rationnements. Selon l'AIE, la demande d'électricité au Kenya a augmenté d'environ 4,5 % en 2023, et une croissance annuelle moyenne de 5,7 % est attendue entre 2024 et 2026. Ce chiffre dépassera le taux de croissance de la production d'électricité, qui a ralenti après la mise en place d'un moratoire sur les contrats d'achat d'électricité par les producteurs privés, de 2020 à 2023, freinant ainsi les nouveaux investissements dans le secteur et ralentissant la croissance de production d'électricité, à moins que le gouvernement ne prenne des mesures pour encourager l'investissement dans le secteur en offrant des conditions plus favorables.

Madagascar

Le groupe Axian annonce l'acquisition des parts de *Green Yellow* dans des centrales solaires et hybrides codétenues par les deux entreprises (représentant une puissance totale de plus de 50 MW)

Axian Energy, filiale du premier groupe malgache Axian, a annoncé le 6 février 2024 l'acquisition des parts de la société française *Green Yellow* – filiale du fonds d'investissement Ardian présente sur le territoire depuis 2016 – dans les joint-ventures qu'elles ont en commun à Madagascar, renforçant ainsi l'actionnariat majoritaire d'*Axian Energy*. La première centrale concernée est la centrale solaire photovoltaïque d'Ambatolampy, aujourd'hui rebaptisée *New Energy Africa Ambatolampy (NEA)*, d'une puissance installée de 40 MW et de 5 MW de batteries. *Green Yellow* était également actionnaire de quatre centrales hybrides d'une puissance photovoltaïque de plus de 6MW et situées dans les régions SAVA (nord-est du pays) et Menabe (nord-ouest).

Le groupe malgache Habibo devient l'embouteilleur exclusif des produits de *The Coca Cola Company* à Madagascar

Le groupe malgache Habibo, à travers sa filiale *Habibo Beverages*, a annoncé le 6 février 2024 avoir été désigné embouteilleur exclusif de *The Coca Cola Company* à Madagascar. Le groupe avait déjà conclu en octobre 2022, un accord de distribution et de commercialisation de ces produits à Madagascar (Coca-Cola, Sprite et Fanta), auparavant détenues localement, jusqu'au 1er juillet 2022, par le groupe *Star* (filiale du groupe Castel). La marque Schweppes était également concernée par cet accord. Afin de préparer l'embouteillage au niveau local, le groupe Habibo a importé une ligne de production en provenance de l'île de la Réunion en 2022.

Maurice

Maurice parmi les pays les plus financés par l'Inde

Selon le Budget 2024-25 de l'Union (budget intérimaire), publié après sa présentation par la ministre des Finances indienne, Nirmala Sitharaman, l'île Maurice figure parmi les 10 pays les plus financés par l'Inde. Maurice se situe, en effet, à la 5^{ème} place (près de 37 M EUR), derrière le Bhoutan, principal bénéficiaire (près de 268 M EUR), suivi des Maldives, du Népal et de Myanmar. Dans son discours budgétaire Mme Nirmala Sitharaman, a souligné l'émergence d'un nouvel ordre mondial dans un contexte marqué par l'impact de la pandémie Covid-19, les conflits et les changements géopolitiques. Elle a également souligné l'importance pour l'Inde de nouer des partenariats forts, comme avec Maurice pour relever les défis de la relocalisation et de la concurrence pour les ressources naturelles.

Ouganda

Pour la Banque mondiale, l'économie ougandaise s'est montrée résiliente en 2023

Selon le 22^{ème} rapport « *Uganda Economic Update* » de la Banque mondiale paru le 2 février 2024 relatif à l'évolution de l'économie ougandaise, le pays s'est relevé progressivement de plusieurs chocs externes (hausse des prix des matières premières liée aux retombées de la guerre en Ukraine, conditions météorologiques défavorables au secteur agricole). En 2023, la croissance s'est établie à 5,2 %, un rythme légèrement plus soutenu qu'en 2022 (4,6 %) en raison principalement des performances du secteur agricole. En parallèle, grâce aux politiques monétaires rigoureuses de la Banque centrale, le niveau de l'inflation a ralenti depuis février 2023 et s'est maintenu en dessous de la cible des 5 %. La baisse du cours des matières premières ainsi que la relative stabilité du shilling ougandais ont également contribué à stabiliser l'environnement économique. A moyen terme, le maintien de taux d'intérêt directeurs élevés pourrait néanmoins avoir des effets négatifs sur les dépenses des ménages et les investissements des entreprises. Enfin, la Banque mondiale juge que les perspectives de l'économie ougandaise sont globalement positives à plus long terme en lien avec l'avènement de l'industrie du pétrole qui doit porter le taux de croissance annuel à plus de 6 %. Par ailleurs, la mise en œuvre de réformes favorisant l'investissement privé et le développement de l'agro-business est perçue positivement par les économistes de la Banque.

Le niveau d'inflation s'est maintenu sous les 3 % en janvier 2024

En janvier 2024, le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation sur 12 mois a connu une très légère hausse par rapport à décembre 2023 (2,8 % contre 2,6 %). Toutefois, les pressions inflationnistes restent modérées, reflétant l'atténuation continue des chocs sur l'offre ainsi que les politiques monétaires de rigueur opérées par la banque centrale. L'inflation sous-jacente s'est également maintenue à des niveaux comparables (2,4 % en janvier 2024 contre 2,3 % en décembre 2023) principalement grâce à la baisse du coût des denrées alimentaires induite par des conditions météorologiques favorables et de bonnes récoltes.

Seychelles

Les Seychelles maintiennent au rang de premier pays africain en matière de lutte contre la corruption dans le dernier classement de *Transparency International*

Les Seychelles demeurent le premier pays africain en matière de lutte contre la corruption dans le dernier classement de *Transparency International* relatif à l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) en 2023. Les Seychelles obtiennent en effet un meilleur score que l'année précédente (71, +1 point) et se classent 20^{ème} sur 180 pays (23^{ème} en 2022). *Transparency International* félicite le pays pour les efforts déployés en matière de plan d'action dans le cadre du partenariat pour un gouvernement ouvert, et encourage le gouvernement à élaborer une stratégie nationale globale de lutte contre la corruption, ainsi qu'à promulguer une législation sur la protection des informateurs afin de lutter contre les formes d'impunité. L'archipel devance dans le classement africain le Cap Vert (64 points, 30^{ème} dans le classement mondial), le Botswana (59 points, 39^{ème}), le Rwanda (53 points, 49^{ème}) et l'île Maurice (51 points, 55^{ème}).

Soudan

Le PAM alerte sur l'imminence d'une catastrophe alimentaire

Dans un communiqué de presse publié le 2 février, le PAM a appelé les deux partis au conflit au Soudan à offrir « les garanties immédiates pour l'acheminement sécurisé et sans entrave de l'aide alimentaire humanitaire ». D'après le communiqué, 18 millions de personnes seraient confrontées à la faim aigue (phase 3 du classement du PAM) et 5 millions souffriraient de la faim en situation d'urgence (phase 4). Les personnes les plus touchées sont celles se trouvant dans les zones de confrontation à Khartoum, au Darfour, au Kordofan et récemment à la Gezira où un centre important du PAM, qui soutenait 800 000 personnes par mois, a été fermé à la suite de la prise de la capitale de l'Etat par les RSF et le pillage de ses stocks. Le PAM fait état, en outre, de délais importants dans les procédures de dédouanement au port de Port Sudan indiquant que 70 camions transportant de l'aide alimentaire y avaient été bloqués pendant deux semaines. 30 autres camions sont garés à vide à El Obeid (Nord Kordofan) et ne peuvent quitter la ville depuis plus de trois mois.

Soudan du Sud

Redéfinition des mandats des hauts responsables du secteur pétrolier

Le 1 février 2024, le président Salva Kiir a émis un décret redistribuant les pouvoirs et fonctions respectives dévolus au ministre du Pétrole, au Sous-secrétaire du ministère du Pétrole ainsi qu'au Directeur Général de l'Autorité pétrolière, dans un pays affecté par des détournements généralisés des revenus du pétrole et une corruption record (classement 177/180 de l'IPC). L'ordonnance confère davantage de pouvoirs au ministre du Pétrole. En tant que plus haute autorité du secteur, il est désormais habilité à signer des accords et des traités avec des entités administratives et des compagnies pétrolières étrangères. Par ailleurs, le sous-secrétaire du ministère du Pétrole s'est vu attribuer un rôle technique de contrôle budgétaire et de suivi de l'implantation des politiques du gouvernement. Le Directeur Général de l'Autorité pétrolière aura quant-à-lui la charge de la supervision du travail quotidien effectué dans les zones de production pétrolière.

Flambée des prix déclenchée par la dépréciation du SSP

Le Soudan du Sud connaît une hausse exponentielle du niveau général des prix provoquée par une dépréciation significative de sa devise (SSP). Alors que celle-ci s'échangeait à 1067 pour un dollar sur le marché parallèle en décembre 2023, sa valeur s'établissait à 1400 pour un dollar le 4 février 2024. Au total, le SSP a perdu plus de 74 % de sa valeur depuis novembre 2022 (613,3 SSP pour un dollar). Cette baisse s'explique en raison du faible niveau des réserves en devises étrangères de la banque centrale qui s'accompagne d'une demande croissante en monnaies fortes. Conséquemment à cette dépréciation, les prix des produits de première nécessité ont connu une progression variant de 10 % (huile de cuisine) à 20 % (farine de maïs).

Tanzanie

Dynamisme du secteur touristique à Zanzibar : les Français ont été les premiers visiteurs en 2023

Selon « *The 2023 Annual Tourism Release* », publié par la *Zanzibar Commission for Tourism* (ZCT) et la *Office of the Chief Government Statistician of Zanzibar* (OCGS), l'archipel a accueilli près de 640 000 visiteurs en 2023. Cela représente une augmentation de +16,4 % par rapport à 2022, année durant laquelle le nombre de visiteurs avait retrouvé son niveau d'avant pandémie de Covid-19. En 2023, les touristes européens ont continué à dominer le marché, représentant 72,4 % du total des visiteurs. Avec plus de 68 000 visiteurs, la France est le premier pays pourvoyeur de visiteurs soit 10,7 % du total, suivie par l'Italie (10,6 %), l'Allemagne (9 %) et la Pologne (7 %). Les visiteurs des marchés émergents représentaient 13 % du total (Inde, Russie, Israël, Chine, Ukraine, Pologne...), en augmentation de +2,6 % par rapport à 2022. En grande majorité (89 %), les visiteurs sont entrés à Zanzibar par la voie aérienne. Le tourisme est la raison essentielle de ces flux et concerne 97,8 % des visiteurs. Selon la Banque centrale de Tanzanie, la croissance économique de Zanzibar fortement soutenue par la reprise des activités liées au tourisme, s'est élevée à 7,1 % en 2023.

Le port sec de Kwala devient opérationnel et participe au désengorgement du Port de Dar es Salam

Le directeur du Port de Dar es Salam, M. Mrisho, a annoncé que de nombreuses cargaisons de cuivre en provenance de la République démocratique du Congo sont désormais acheminées au port sec de Kwala, dans la région côtière, afin d'être chargées dans des conteneurs. Une fois chargés, les conteneurs accèderont au Port de Dar es Salam par la voie ferroviaire. Le port sec de Kwala a été mis en service pour le transit des marchandises avec le Rwanda, le Burundi, la Zambie et la RDC, et reçoit désormais des camions afin de réduire la congestion de Dar es Salam. La mise en service de ce port sec, qui pourra accueillir jusqu'à 3 800 conteneurs de transit et jusqu'à 60 % du flux de marchandises du port de la capitale, devrait permettre de réduire les délais de chargement. Malgré les fortes pluies et les opérations de dragage conduites en décembre et janvier, le Port de Dar es Salam a pris en charge 86 navires au cours du mois de janvier. Premier port de Tanzanie, le Port de Dar Es Salam représente plus de 95 % du commerce international du pays, avec la capacité de traiter jusqu'à 90 000 conteneurs par mois.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr ; nairobi@dgtresor.gouv.fr